

## **Termes de référence**

### **Étude sur l'évaluation des effets du programme et le développement de nouvelles perspectives dans le cadre du Service Civil pour la Paix en Guinée**

**Le Weltfriedensdienst e.V. (WFD) recherche un(e) expert(e) ou un cabinet pour réaliser une étude empirique sur les effets du programme et explorer des perspectives futures dans le cadre du Service Civil pour la Paix en Guinée.**

#### **I. Introduction et contexte**

Le Weltfriedensdienst e.V. (WFD) est une organisation à but non lucratif, indépendante sur le plan politique et confessionnel. Depuis 1959, il intervient dans des régions en crise ou en conflit. Il est l'un des sept services d'envoi reconnus en Allemagne. En tant qu'organisme responsable du service civil pour la paix, il soutient les organisations de la société civile, surtout à la base, et renforce la responsabilité locale dans la coopération au développement.

En collaboration avec des organisations partenaires locales, il donne aux populations d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie les moyens d'améliorer leurs conditions de vie par leurs propres moyens. Il les soutient dans la gestion pacifique des conflits, dans la gestion démocratique et durable des ressources, et dans la protection des droits de l'homme.

#### **Le programme du WFD en Guinée**

Le programme du WFD en Guinée est financé depuis de nombreuses années par le ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ). Il se base sur deux initiatives antérieures, les projets "Renforcement de la Paix et Prévention des Conflits" (RPPC, 2007-2011) et "La Baïonnette Intelligente" (BI, 2012-2016), tous deux en coopération avec l'organisation des droits de l'homme OGDH.

##### **a) Le projet "Renforcement de la Paix et Prévention des Conflits"**

L'objectif de ce projet était de consolider la paix en Guinée par la mise en place de Cercles d'Orientation et de Consolidation de la Paix (COCPAIX) dans chacune des sept régions administratives du pays. Ces structures ont ensuite convergé pour former la Coalition Nationale pour la Paix en Guinée (CNPG), une organisation spécialisée dans la prévention, la gestion, la transformation et la documentation des conflits, contribuant ainsi à la stabilité sociale en Guinée.

##### **b) Le projet "La Baïonnette Intelligente"**

De 2012 à 2016, ce projet a joué un rôle crucial dans la mise en place d'une coopération civilo-militaire en Guinée. En particulier, le projet a renforcé les relations entre les jeunes dans des quartiers historiquement violents comme l'axe Hamdallaye-Bambeto-Kagbelen à Conakry. Grâce à des formations sur la non-violence, la première plateforme régionale des jeunes pour la démocratie et le développement (PJDD) a vu le jour et s'est rapidement étendue à d'autres régions du pays. En 2021, ces plateformes régionales ont fusionné en une Plateforme nationale des jeunes pour la démocratie et le développement (PNJDD) lors d'un congrès à Labé.

c) Le programme "Démocratie non violente - La baïonnette intelligente" (DSV-BI)

Le succès des projets précédents a conduit à la création du programme "Démocratie sans violence - La baïonnette intelligente" (DSV-BI), conçu pour transformer de manière constructive les conflits en Guinée, en coopération avec le CNPG et le PNJDD (voir ci-dessus), tout en encourageant un changement démocratique pacifique. Le programme DSV-BI s'articulait autour de cinq composantes :

1. Prévention de la violence et transformation pacifique des conflits : cette composante vise à prévenir la violence et à promouvoir des méthodes pacifiques de gestion des conflits à tous les niveaux de la société guinéenne. Le CNPG a joué un rôle central dans la mise en œuvre de cette initiative.
2. Renforcement du PNJDD et mise en place d'un partenariat anti-violence entre les jeunes, la police et la gendarmerie : le programme renforce les relations entre les jeunes, les forces de sécurité et les acteurs civils afin de créer un climat de confiance et de coopération. Le PNJDD est un acteur important de ce volet.
3. Lutte contre les conflits interethniques en Guinée Forestière : cette composante vise les tensions ethniques dans la région de la Guinée Forestière, avec pour objectif de promouvoir la coexistence pacifique entre les différents groupes ethniques. Le CNPG est fortement impliqué dans cette lutte.
4. Renforcer les acteurs et les processus de transformation non-violente des conflits au sein de l'armée et des forces de sécurité : Le programme met l'accent sur la formation des membres des forces de sécurité à la gestion non violente des conflits, en s'appuyant sur les relations civilo-militaires développées dans le cadre de projets antérieurs.
5. Prévention de l'extrémisme islamique : face à la montée potentielle de l'extrémisme islamique en Guinée, le programme mène des actions de sensibilisation auprès des communautés locales, avec le soutien des acteurs religieux et civils, afin de renforcer la paix sociale.

Depuis 2023, les cinq composantes ont été partiellement regroupées et restructurées et une nouvelle approche d'éducation à la paix et au développement durable (PEP DEV) a été ajoutée à titre de pilote, notamment pour les jeunes et les femmes.

## II. Objectif et questions de recherche

L'étude doit fournir une **base de décision empirique** pour savoir si et, le cas échéant, comment une phase de suivi peut être envisagée dans le cadre du ZFD. Cela peut impliquer des changements dans les approches de travail, comme d'autres priorités thématiques, la collaboration avec de nouveaux partenaires, une autre répartition régionale ou la modification des groupes cibles. Il s'agit alors de clarifier les exigences, les chances et les risques et, le cas échéant, de donner des indications pour optimiser le concept. L'**apprentissage commun** à partir des connaissances acquises vise à augmenter l'efficacité et la durabilité du programme.

### 1) Evaluation d'une sélection de mesures et de leurs effets

Il s'agit d'élaborer **des connaissances** empiriquement solides **sur l'ampleur et le caractère des effets** des différentes approches de travail sur les groupes cibles respectifs ; en particulier sur les structures bénévoles décentralisées des deux organisations partenaires :

#### a) Effets et résultats des structures décentralisées du CNPG et du PNJDD dans **la transformation de certains conflits locaux**

##### *Questions possibles*

- Une liste aussi complète que possible des transformations locales des conflits accompagnés par les structures au cours des dernières années, au moins pour le niveau intermédiaire des COC-Paix et des structures urbaines du PNJDD : brève description de l'objet du conflit / situation initiale - période - initiatives des bénévoles - résultat ou état intermédiaire
- Résolution des conflits du point de vue de différents acteurs/parties en conflit, en particulier du point de vue des femmes : En quoi l'accompagnement par la structure bénévole a-t-il été utile ?
- Perception actuelle des structures par les clients\* potentiels : Exploration au-delà des groupes sociaux directement impliqués de la politique locale / de l'économie / des producteurs\*.
- Enquête auprès des bénévoles : Dans quelle mesure les différentes formations proposées par le projet ont-elles amélioré le travail local en faveur de la paix ?
- Au-delà des besoins en argent et en ressources matérielles, quels seraient les besoins prioritaires en matière de formation pour un travail de qualité en faveur de la paix sur le terrain ?

#### b) Évaluation des **capacités des structures bénévoles décentralisées** en termes de autonome

Contexte : il existe une incertitude quant à l'engagement et au **dynamisme des structures locales de la PJDD** après la décision du partenaire d'étendre la PNJDD au niveau national, ainsi qu'en ce qui concerne les **structures nationales de la CNPG** et leur grande hiérarchie. Il est également difficile de voir la **durabilité des grandes "redynamisations"** (formations nationales à tous les niveaux du CNPG).

Dans ce contexte, les questions suivantes seront abordées :

- Quelles **sont les structures motivées et engagées** sans incitations financières ou organisation externe pour la transformation civile et prévention des conflits avec quel impact ?
- Quelles sont les **compétences** disponibles dans les structures engagées ?
- Quelles sont les initiatives/efforts pour trouver un soutien financier ou matériel propre, lorsque cela a été important pour le travail en faveur de la paix ?
- Dans quelle mesure les différentes formations organisées dans le cadre du projet ont-elles amélioré le travail local en faveur de la paix ?

- c) Effets des **ateliers et des formations continues** avec un grand nombre de forces administratives et de sécurité et de jeunes de la P(N)JDD

Questions possibles :

- Comment certains participants\* aux ateliers avec les forces administratives et de sécurité voient-ils aujourd'hui leur relation avec les jeunes manifestants\* ? Les ateliers et les formations ont-ils modifié leur comportement ou d'autres aspects ?
- Comment les jeunes membres de la P(N)JDD/manifestants potentiels\* voient-ils aujourd'hui leur relation avec les forces administratives et de sécurité ? Les ateliers et les formations leur ont-ils permis de modifier leurs comportements ou d'autres aspects ?
- Existe-t-il des exemples de petits changements dans le comportement des jeunes et des forces de sécurité pendant les manifestations ? Si oui, à quoi sont-ils dus, par exemple à des "codes de conduite" élaborés en commun ?
- Qu'advient-il des connaissances acquises par les forces de sécurité ("restitution") ? Les normes internes, les formations, les règles ont-elles été modifiées ou complétées
- Quelles sont les propositions des forces de sécurité pour améliorer leurs relations avec les jeunes violents et vice-versa ?

- d) Effets de **formats de dialogue choisis** : "Cadre de Concertation" des acteurs les plus divers (par ex. à Nzérékoré) ; cadre de dialogue pour les conflits interethniques et/ou religieux ?

- e) Impact de l'"**approche holistique**" **Formation de jeunes activistes\* à la promotion de la paix et aux mini-projets** (activités génératrices de revenus) , depuis 2024 :

Questions possibles :

- Les formations ont-elles changé l'engagement des jeunes militants\* ?
- Les connaissances acquises sont-elles appliquées, par exemple dans le cadre de la sensibilisation à la promotion de la paix ?
- Les connaissances acquises sont-elles appliquées à la réalisation de mini-projets ? (nombre, type de projets ?)

f) Impact du **travail pour la paix Écoles/clubs de la paix** dans trois régions (Depuis 2024) :

*Questions possibles :*

- *Y a-t-il des changements visibles dans les écoles/classes où les clubs de paix sont actifs ?*
- *Les clubs de paix ont-ils permis de réduire la violence dans les écoles ?*

Les résultats du travail doivent également être examinés du point de vue de leur **durabilité** et de leur **pertinence** pour les communautés locales. En outre, les éventuels résultats **non planifiés** (positifs ou négatifs) doivent également être pris en compte.

## 2. les leçons apprises et les bonnes pratiques

Sur la base des conclusions de l'évaluation ex post du chapitre 1 et du mandat du ZFD (transformation des conflits) :

a) Quelles sont les principales "**leçons apprises**" des différentes approches de travail mentionnées ci-dessus ?

- *Quels enseignements (positifs/négatifs) sont particulièrement importants pour une nouvelle phase ?*
- *Où n'y a-t-il pas eu d'effets ?*
- *Où y a-t-il eu de mauvaises expériences sur le plan opérationnel ?*
- *Quels enseignements peut-on en tirer pour la méthodologie, la communication et la logistique futures ?*
- *Quels enseignements peut-on tirer en ce qui concerne l'étendue géographique ?*

b) Quels sont les exemples de "**bonnes pratiques**" ? (Quelles sont les méthodes de travail qui ont été efficaces ou qui ont soutenu l'efficacité ?)

- *Quelles sont les pratiques à conserver/poursuivre dans une nouvelle phase ?*
- *Parmi les composantes actuelles, lesquelles devraient être maintenues (éventuellement modifiées) ?*
- *Avec quelles approches de travail faut-il continuer à travailler, où un changement est-il recommandé ?*

## 3) Identification de partenaires et d'approches possibles pour le travail de paix et de conflit dans une nouvelle phase

L'étude doit également permettre de déterminer avec **quelles organisations partenaires** (actuelles ou nouvelles), et avec **quels groupes cibles**, la coopération sera mise en place dans une phase future.

- a) Avec quelles structures des **partenaires actuels** de la CNPG et la PNJDD faudrait-il continuer à travailler ? Quelle forme pourrait prendre la collaboration ?  
*Jusqu'à présent : Subventionner une structure de bureau nationale efficace*  
*A l'avenir : -Renforcement durable des structures bénévoles là où l'engagement existe avec le soutien de l'Equipe Technique Régionale ?*
- b) Existe-t-il **d'autres structures** ou activités de transformation civile des conflits clairement visibles en Guinée ?
- c) Existe-t-il en particulier **des ONG/structures féminines** actives dans la transformation des conflits ou/et le travail pour la paix
- d) Si oui, quelles sont leurs **priorités thématiques et leurs objectifs** ? Lesquels s'inscrivent dans le programme/les thèmes du service civil pour la paix ?
- e) Quelles sont leurs approches **méthodologiques** ? Comment doivent-elles être évaluées à la lumière des bonnes pratiques et des leçons apprises susmentionnées ?
- f) Quelles sont les **priorités géographiques** recommandées - en tenant compte **des** besoins communaux **pertinents** en matière de paix, des potentiels locaux de paix, des approches prometteuses et des capacités potentielles des programmes ?
- g) Quel est le **niveau d'organisation** et la **capacité administrative** des organisations actuelles et nouvelles ? Sont-elles en mesure de mettre en œuvre leurs fonctions internes de base sans subventions ?
- h) Sur la base des forces et des défis organisationnels et individuels identifiés : Parmi les partenaires identifiés, lequel est le plus apte à mettre en œuvre les différentes composantes du projet ?
- i) Quelles compétences professionnelles, méthodologiques et politiques pertinentes, tant au niveau organisationnel qu'individuel, doivent être développées davantage ?

### III. Approche et méthodologie

Cette étude doit être menée par un(e) évaluateur(trice) ou une équipe d'évaluateurs(trices) nationaux/internationaux(ales) en étroite collaboration avec la coordinatrice pays en Guinée, le conseiller PMEL/ WFD et la coordinatrice pour la Guinée au WFD.

Il s'agit d'interroger différents groupes et individus à Conakry et à l'intérieur du pays :

- Organes du programme (coordination, bureau de Conakry, ETR, bénévoles)
- Membres des deux structures CNPG et PNJDD/ PJDD ; ici également des structures inférieures comme COC-paix, APP, CLP etc ;
- Participants\* aux formations civilo-militaires (police, gendarmerie, militaires, formateurs, jeunes du PNJDD et non-membres)
- Des parties locales au conflit, des notables\*, des femmes et des jeunes ou des informateurs\* qui peuvent apporter une perspective concernée ou extérieure sur la situation conflictuelle sur place ou sur le programme et l'OP.

L'étude doit utiliser des méthodes qualitatives et quantitatives et évaluer, par triangulation, des perspectives aussi variées que possible sur les effets du projet et leur ordre de grandeur. Comprendre les éléments suivants :

**a. Analyse documentaire**

- Examen de rapports internes, d'évaluations antérieures et d'autres documents pertinents.

**b. Enquêtes et questionnaires**

Réalisation d'enquêtes auprès des bénéficiaires directs (jeunes, femmes), des partenaires locaux, des forces de sécurité et d'autres parties prenantes.

**c. Entretiens semi-structurés**

- Discussions approfondies avec les principales parties prenantes du programme, notamment les responsables de la mise en œuvre, les membres du CNPG et du P(N)JDD, les responsables communautaires et les bénéficiaires.
- Comparaison des informations issues des entretiens avec les données des enquêtes et des groupes de discussion.

**d. Groupes de discussion**

- Groupes de discussion avec les bénéficiaires pour recueillir des perspectives sur l'impact du programme à différents niveaux.
- Comparaison des résultats des groupes de discussion avec les données quantitatives et les entretiens personnels.

**e. Discussions informelles**

- Discussions informelles avec des acteurs locaux, des bénéficiaires, des membres de la communauté et des représentants des forces de sécurité dans un cadre non structuré.
- Ces entretiens permettent de recueillir des informations contextuelles, des perceptions et des anecdotes qui ne seraient pas accessibles avec des méthodes formelles.

**f. Observation participante**

- S'immerger dans certaines activités du programme afin de collecter des données contextuelles et comportementales qui seront triangulées avec d'autres sources.
- Participer à des événements communautaires, des réunions locales, des formations et d'autres activités du programme afin de comprendre les réalités du terrain.

**g. Triangulation des données**

- Comparaison systématique des données provenant de différentes sources (documentation, enquêtes, entretiens, groupes de discussion, interviews d'experts) afin de valider les conclusions et d'identifier les convergences ou les divergences.

**Pour le point II 3, analyse de nouvelles organisations partenaires potentielles :** Cela comprend, entre autres, l'évaluation de leur profil organisationnel, les capacités techniques et financières/administratives, les approches et programmes mis en œuvre avec succès, les partenaires et programmes de financement actuels et futurs, les synergies potentielles avec les partenaires actuels et une évaluation des risques.

#### IV. Calendrier proposé et prestations à fournir

##### 1) Résultats attendus

1. "Rapport de lancement", qui expose la compréhension des attentes du commanditaire ainsi que la méthodologie validée et le calendrier de mise en œuvre.
2. Rapport préliminaire avec premières conclusions et collectées
3. Présentation des résultats clés aux parties prenantes du WFD Guinée, aux autres partenaires et à la coordination du WFD Berlin
4. Rapport final détaillé contenant les résultats de l'analyse, une analyse d'impact et des recommandations stratégiques. Ce rapport doit être remis au plus tard huit semaines après le début de l'évaluation.

##### 2) Durée de l'étude

L'étude est prévue pour une durée de 30 à 45 jours ouvrables :

- Lancement de l'étude
- Entretiens et collecte de données
- Analyse et rapport préliminaire
- Rapport final et présentation des résultats

##### 3) Budget et ressources

Les évaluateurs\* intéressés doivent présenter un plan financier détaillé couvrant les éléments suivants

- Les honoraires de l'évaluateur ou de l'équipe d'évaluateurs
- Les coûts liés à la collecte et à l'analyse des données
- Tous les autres frais nécessaires liés à la réalisation de l'étude.



Les frais de voyage et d'hébergement seront pris en charge par le WFD Guinée selon sa grille tarifaire locale. Le consultant devra indiquer dans son évaluation des ressources le nombre de jours où il sera hébergé en dehors de Conakry, en fonction des régions à visiter.

Le budget total estimé pour cette évaluation dépendra du nombre de jours prévus et sera approuvé sur la base des propositions reçues.

#### 4) Calendrier pour la soumission des propositions et l'étude

Produits	Date	Déclarations
<b>Soumission de propositions financières et techniques</b>	<b>04.04.2025, 23:59 HEURES</b>	<p>Veuillez envoyer votre proposition en format PDF à l'adresse e-mail suivante : <a href="mailto:balke@weltfriedensdienst.de">balke@weltfriedensdienst.de</a> en mentionnant en objet "ZFD Guinée - Etude empirique". Pour être prise en compte, votre proposition doit contenir les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Curriculum vitae des conseillers participants*.</li> <li>• Preuve d'expériences antérieures dans des sociétés de conseil similaires (échantillons de travail, etc.)</li> <li>• Proposition technique décrivant la compréhension du contexte par le consultant et son approche de la méthodologie</li> <li>• Plan financier et calendrier</li> </ul>
<b>Elaboration du contrat avec l'expert/le cabinet choisi</b>	<b>10.04.2025</b>	
<b>Lancement de l'étude à Conakry</b>	<b>15.04.2025</b>	En accord avec l'expert et l'équipe sur place
<b>Rapport de cadrage</b> (Présentation de la méthodologie et du calendrier détaillé de la recherche sur le terrain)	<b>20.04.2025 (approx.)</b>	En accord avec l'équipe sur place
<b>Visite de terrain dans les régions de projet</b>	<b>22.04.-22.05.2025 (approx.)</b>	Dans au moins 6 régions administratives de Guinée
<b>Rapport préliminaire et présentation des résultats</b>	<b>30.05.2025</b>	<p>Les résultats provisoires doivent être présentés à la coordination nationale et au WFD Berlin :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Résultats de l'analyse (évaluation ex post)</li> <li>• Résultats de l'évaluation des capacités des structures actuelles</li> <li>• Présentation/évaluation de futurs partenaires potentiels</li> </ul>

		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Recommandations provisoires</li> </ul>
Présentation du <b>rapport final</b> (y compris les données pertinentes pour une utilisation future)	<b>08.06.2025</b>	<p>La structure du rapport final doit comprendre les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Objectif de l'étude</li> <li>• Méthodologie</li> <li>• Mise à jour des résultats du rapport préliminaire</li> <li>• Recommandations (matrice d'impact, activités et budget possible)</li> </ul>

#### V. Critères de sélection de l'évaluateur/de l'entreprise d'évaluation

Les candidats peuvent être des évaluateurs individuels\*, un groupe d'évaluateurs individuels\* ou des sociétés d'évaluation ayant une expertise dans le domaine concerné. Les candidats\* doivent posséder au minimum les qualifications suivantes :

- Expérience avérée dans la réalisation d'évaluations et d'études de faisabilité dans des environnements similaires.
- Expertise dans l'évaluation de programmes de développement, notamment dans le domaine de la paix et de la gestion des conflits.
- Expérience dans l'évaluation de programmes financés par des donateurs internationaux.
- Connaissance du contexte guinéen, notamment en ce qui concerne la gestion des conflits et la paix.
- Compétences en recherche sociale empirique ainsi qu'en analyse de données.
- Excellentes compétences rédactionnelles en français ou en anglais.
- Pas de conflit d'intérêt avec le WFD ou les organisations partenaires
- Rapport qualité/prix et coût total
- Compatibilité avec les calendriers du programme (voir ci-dessous)

## Conditions de candidature et procédure de passation de marché pour une étude empirique en Guinée

### Objet du marché et exigences de performance :

L'objet du contrat est : **Etude empirique pour l'évaluation des effets du programme et le développement de nouvelles perspectives dans le cadre du Service Civil pour la Paix en Guinée.**

La description précise des prestations, dont la connaissance est nécessaire à l'établissement de l'offre, ainsi que les conditions contractuelles figurent dans les termes de référence joints en annexe.

### La forme et le délai de présentation des offres :

Une offre écrite doit être envoyée par email en format PDF à [balke@weltfriedensdienst.de](mailto:balke@weltfriedensdienst.de) en mentionnant en objet "ZFD Guinée - Etude empirique" pour le 04/04/2025.

Les offres présentées après la date limite de soumission ne seront pas prises en considération. Les offres ne seront pas consultées avant l'expiration du délai de soumission.

Lors de l'élaboration de l'offre, les aspects sociaux, innovants et environnementaux doivent être pris en compte dans la mesure du possible, dans l'optique d'une procédure durable.

Pour être prise en compte, la proposition doit contenir les éléments suivants :

- Curriculum vitae des évaluateurs\* participants/de l'équipe d'évaluation
- Preuve d'expériences antérieures dans des sociétés de conseil similaires (échantillons de travail, etc.)
- proposition technique décrivant la compréhension du contexte par le consultant et son approche de la méthodologie
- Plan financier
- Calendrier

### Critères de qualification :

Compétences et autorisation d'exercer attestées : CV, certificats, expérience professionnelle attestée conformément aux Termes de référence, point V.

Capacité économique, financière, technique et professionnelle : Selon les termes de référence

### Critères d'attribution :

Le marché sera attribué à l'offre la plus économique. La détermination de l'offre la plus économique se fera sur la base de la détermination du meilleur rapport qualité/prix en fonction des critères :

1. Prix/plan financier
2. Contenu de l'offre
3. Méthodologie proposée
4. CV
5. Disponibilité temporelle pour le calendrier proposé

**Annexes : Termes de référence**